



SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

*PwC Entrepreneurs Audit France, SAS, 47 rue de Liège, 75008 Paris
T : +33 (0) 1 42 94 64 30, F : +33 (0) 1 42 94 64 39, www.entrepreneurs.pwc.fr*

Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Paris. Société par actions simplifiée au capital de 340 704 €. Siège social : 47, rue de Liège, 75008 Paris. RCS Paris 390 128 874, TVA n° FR 57 390 128 874. Siret 390 128 874 00026. Code APE 6920Z

HOTELIM

Société Anonyme au capital de 7 764 104 Euros
Siège social : 9-13 rue Myron Herrick 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux Actionnaires

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » de la note 1-c de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 23 mai 2018

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	10 782	10 782		267	- 267
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179	
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	13 058	6 643	6 415	7 721	- 1 306
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 245	1 903	341	715	- 374
Autres immobilisations corporelles	325 696	225 735	99 961	118 242	- 18 281
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	12 241 192	1 526 451	10 714 741	10 874 221	- 159 480
Créances rattachées à des participations	5 486 636	703 705	4 782 931	5 406 467	- 623 536
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	32 612		32 612	32 325	287
TOTAL (I)	18 374 399	2 475 219	15 899 180	16 702 137	- 802 957
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	286 376		286 376	270 144	16 232
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux	88		88		88
. Etat, impôts sur les bénéfices				118 621	- 118 621
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	32 623		32 623	29 693	2 930
. Autres	992 127		992 127	250 764	741 363
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	5 822 038		5 822 038	5 925 861	- 103 823
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	3 689		3 689	6 783	- 3 094
TOTAL (II)	7 136 941		7 136 941	6 601 867	535 074
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	25 511 340	2 475 219	23 036 121	23 304 003	- 267 882

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 266 806	10 266 806	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	560 240	547 745	12 495
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	1 148 025	1 784 093	- 636 068
Résultat de l'exercice	-127 955	249 889	- 377 844
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	19 611 220	20 612 637	-1 001 417
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	10 500	14 000	- 3 500
Provisions pour charges	68 799	59 901	8 898
TOTAL (III)	79 299	73 901	5 398
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	2 681 103	208 999	2 472 104
. Découverts, concours bancaires	1 278	1 445	- 167
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	480	60	420
. Associés	31 433	1 903 206	-1 871 773
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 609	154 992	9 617
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	43 274	20 163	23 111
. Organismes sociaux	84 452	75 857	8 595
. Etat, impôts sur les bénéfiques	136 837	10 032	126 805
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	65 980	47 697	18 283
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	33 140	17 312	15 828
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	103 016	177 703	- 74 687
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	3 345 602	2 617 466	728 136
Ecart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	23 036 121	23 304 003	- 267 882

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	1 020 880		1 020 880	911 192	109 688	12,04
Chiffres d'affaires Nets	1 020 880		1 020 880	911 192	109 688	12,04
Production stockée						
Production immobilisée			5 316	5 316		0,00
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges						
Autres produits			2	10	- 8	-80,00
Total des produits d'exploitation (I)			1 026 199	916 518	109 681	11,97
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			960 022	961 476	- 1 454	-0,15
Impôts, taxes et versements assimilés			38 214	111 344	- 73 130	-65,68
Salaires et traitements			358 852	327 679	31 173	9,51
Charges sociales			178 714	163 340	15 374	9,41
Dotations aux amortissements sur immobilisations			25 796	26 510	- 714	-2,69
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			8 898	1 393	7 505	538,77
Autres charges			8	10	- 2	-20,00
Total des charges d'exploitation (II)			1 570 503	1 591 753	- 21 250	-1,34
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-544 304	-675 235	130 931	19,39
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			449 600	899 200	- 449 600	-50,00
Produits des autres valeurs mobilières et créances			71 902	73 488	- 1 586	-2,16
Autres intérêts et produits assimilés			4 722	26 815	- 22 093	-82,39
Reprises sur provisions et transferts de charges				34 775	- 34 775	-100
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			526 224	1 034 278	- 508 054	-49,12
Dotations financières aux amortissements et provisions			177 850	211 434	- 33 584	-15,88
Intérêts et charges assimilées			31 677	8 251	23 426	283,92
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			209 528	219 685	- 10 157	-4,62
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			316 697	814 592	- 497 895	-61,12
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-227 608	139 357	- 366 965	263,33

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital		8 252	- 8 252	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 500		3 500	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	3 500	8 252	- 4 752	-57,59
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	205	10 169	- 9 964	-97,98
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	20		20	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	225	10 169	- 9 944	-97,79
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 275	-1 917	5 192	270,84
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-96 378	-112 448	16 070	14,29
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 555 923	1 959 048	- 403 125	-20,58
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 683 878	1 709 160	- 25 282	-1,48
RESULTAT NET	-127 955	249 889	- 377 844	151,20
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes Légales 2018

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 23 036 121,47 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de -127 954,86 Euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Fonds commercial
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- logiciel comptable : 1 an
- droit d'entrée franchise : 10 ans

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts d'emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- agencements & constructions : 10 à 40 ans
- mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- installations générales : 5 ans
- matériel de bureau & informatique : 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Chaque année, des tests d'évaluation portant sur chacune des participations du Groupe sont réalisés en appliquant les méthodes traditionnelles de valorisation (méthode hôtelière et méthode des barèmes) et aux fins de constater d'éventuelles provisions à comptabiliser.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- de formation et de recrutement
- de prospection de nouveaux marchés
- de transition écologique et énergétique

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Intégration Fiscale

HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

Indemnités de Fin de Carrière

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des IFC a été appliquée.

A fin 2016, le passif social s'élevait à	59 901 €
La dotation enregistrée dans les comptes s'élève à	8 898 €
Le passif social au 31/12/2017 est égal à	68 799 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Paramètres retenus

Méthode de calcul	Rétrospective Prorata Temporis
Convention collective	HCR
Départ à l'initiative des salariés	50 %
Départ à l'initiative de l'employeur	50 %
Taux d'actualisation	1.30 % contre 1.31% en 2016
Taux de progression annuelle des salaires	3 % pour les Cadres, 2 % pour les Non Cadres
Taux de rotation du personnel	Faible pour les Cadres, Fort pour les Non Cadres
Age de départ retenu	67 ans
Taux de charges sociales	42 %
Table de mortalité	INED 2015

ENGAGEMENTS FINANCIERS & AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**Engagements donnés**

HOTELIM a donné des garanties aux établissements financiers ayant accordés des prêts et facilités de caisse à ses filiales (ces engagements figurent globalement dans le tableau ci-dessus et de manière détaillée ci-dessous) :

Cautions sur facilités de caisse	0 €
Cautions sur prêts	0 €
Comptes courants bloqués	61 121 €

	Cautions		Engagement blocage compte-courant	TOTAL
	Facilité de caisse	Prêt		
CRETEIL MESLY	0	0		0
SUITE HOTEL	0			0
ROSNY	0			0
LE BOURGET	0			0
BALBERCY	0			0
RUNGIS DELTA	0			0
SAINT RAPHAEL	0			0
RELNICE	0			0
KSAR MOGADOR			61 121	61 121
	0	0	61 121	0

Les engagements en matière de crédit - bail ne sont pas significatifs.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	272 961		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245		
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		
Matériel de transport	59 002		2 982
Matériel de bureau, informatique, mobilier	144 186		2 607
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	336 353		5 588
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	18 332 993		643 281
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	32 325		287
TOTAL	18 365 318		643 568
TOTAL GENERAL	18 974 631		649 156

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Rév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			272 961	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 245	
Autres installations, agencements, aménagements			117 863	
Matériel de transport			61 983	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		943	145 850	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		943	340 998	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		1 248 446	17 727 828	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			32 612	
TOTAL		1 248 446	17 760 440	
TOTAL GENERAL		1 249 389	18 374 399	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Éléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	10 515	267		10 782
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	5 337	1 306		6 643
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 529	374		1 903
Installations générales, agencements divers	49 198	12 512		61 710
Matériel de transport	59 002	61		59 063
Matériel de bureau, informatique, mobilier	94 608	11 276	922	104 962
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	209 674	25 529	922	234 281
TOTAL GENERAL	220 189	25 796	922	245 063

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	267				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	1 306				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	374				
Installations générales, agencements divers	12 512				
Matériel de transport	61				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	11 276				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	25 529				
TOTAL GENERAL	25 796				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	59 901	8 898		68 799
	14 000		3 500	10 500
TOTAL Provisions	73 901	8 898	3 500	79 299
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	2 052 305	177 850		2 230 156
TOTAL Dépréciations	2 052 305	177 850		2 230 156
TOTAL GENERAL	2 126 206	186 748	3 500	2 309 455
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		8 898 177 850	3 500	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	5 486 636		5 486 636
Prêts			
Autres immobilisations financières	32 612		32 612
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	286 376	286 376	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	88	88	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	32 623	32 623	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	138 265	138 265	
Groupe et associés	853 790	853 790	
Débiteurs divers	72	72	
Charges constatées d'avance	3 689	3 689	
TOTAL GENERAL	6 834 151	1 314 903	5 519 248
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	1 278	1 278		
- plus d'un an	2 681 103	444 639	2 162 320	74 144
Emprunts et dettes financières divers	480	480		
Fournisseurs et comptes rattachés	164 609	164 609		
Personnel et comptes rattachés	43 274	43 274		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 452	84 452		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	136 837	136 837		
- T.V.A	65 980	65 980		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	33 140	33 140		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	31 433	31 433		
Autres dettes	103 016	103 016		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	3 345 602	1 109 138	2 162 320	74 144
Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	527 896			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	12 241 192		
Créances rattachées à des participations	5 486 636		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	268 491		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 455		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation	449 600		
Autres produits financiers	1 386		
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	73 288
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	2 146
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	138 337
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	213 771

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 758
Emprunts et dettes financières divers	2 584
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98 668
Dettes fiscales et sociales	65 927
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	168 937

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 689	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	3 689	

Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler		
TOTAL		

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	1 020 880
TOTAL	1 020 880

Répartition par marché géographique	Montant
France	1 020 880
Etranger	
TOTAL	1 020 880

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	78 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	78 000

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	0	
Ouvriers	0	
TOTAL	3	

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 020 880	911 192	1 144 838	1 154 584	1 158 706
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-15 289	342 003	1 370 661	1 803 445	1 455 485
c) Impôt sur les bénéfices	-96 377	-112 448	5 978	201 231	133 192
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	81 088	454 451	1 364 683	1 602 214	1 322 293
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-127 956	249 889	1 130 596	1 726 584	1 690 438
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0	1	1	2	1
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0	0	1	2	2
c) Dividende versé à chaque action	873 461	873 461	873 461	873 461	873 461
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	3	3	3	33	3
b) Montant de la masse salariale	358 852	327 679	324 893	326 003	381 258
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	178 714	163 340	163 077	165 633	183 866

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BALBERCY	150 000	5 728 782	89.92	1 256 451		-149	0	6 118 018	1 133 376	500 000
DELTA RUNGIS	76 635	522 239	100	2 704 057		28 525	0	1 182 632	514 575	
LE BOURGET	15 000	764 741	100	391 672		2 050 445	0	1 841 261	118 634	
SOGEGONE	300 000	1 345 058	100	635 408		728 346	0	1 784 166	320 057	
DROMHOTEL	8 000	-55 688	100	1 728 000	700 00	414 116	0	765 832	-34 228	
SAINT RAPHAEL	225 000	789 983	100	228 674		362 486	0	3 107 639	155 416	
ROSNY	1 229 190	1 258 497	100	2 096 723		374 280	0	1 313 645	89 703	
CRETEIL	215 310	469 327	100	1 610 204		272 405	0	1 324 683	132 152	
RELNICE	15 000	1 391 957	100	168		259 210	0	1 367 547	170 177	
SUITE HOTEL	15 000	508 989	55	8 385		181 101	0	861 787	41 764	
HOFIDEV	10 000	0	70	7 000		0		0	-980	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MEZAL	15 000	738 698	50	1 074 000		100 001		1 625 760	30 440	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères				498 451	0	715 872	61 121	1 86 2390	45 028	
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										



PwC pour les Entrepreneurs

SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017

*PwC Entrepreneurs Audit France, SAS, 47 rue de Liège, 75008 Paris
T : +33 (0) 1 42 94 64 30, F : +33 (0) 1 42 94 64 39, www.entrepreneurs.pwc.fr*

Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Paris. Société par actions simplifiée au capital de 340 704 €. Siège social : 47, rue de Liège, 75008 Paris. RCS Paris 390 128 874, TVA n° FR 57 390 128 874. Siret 390 128 874 00026. Code APE 6920Z

HOTELIM

Société Anonyme au capital de 7 764 104 Euros
Siège social : 9-13 rue Myron Herrick 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux Actionnaires

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion¹ du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société² à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 23 mai 2018

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT



COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2017	31/12/2016
Ecart d'acquisition	9 400 590	9 067 696	332 894	428 004
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	415 883	372 515	43 368	45 735
Fonds commercial	6 527 380		6 527 380	6 527 380
Autres immobilisations incorporelles	110 743	103 121	7 622	7 622
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	40 024 493	27 337 017	12 687 476	13 832 054
Installations techniques, matériel, outillage	5 360 479	3 984 287	1 376 192	1 556 371
Autres immobilisations corporelles	4 242 335	2 846 977	1 395 358	1 513 013
Immobilisations en cours	147 832		147 832	170 255
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	503 704	498 451	5 253	5 230
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence				
Créances rattachées à des participations	643 970	642 584	1 386	1 369
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	93 515		93 515	93 228
Actif immobilisé	60 220 465	35 798 739	24 421 726	25 888 601
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	149 300		149 300	153 825
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	19 775		19 775	19 455
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	682 124	51 717	630 407	592 930
Actifs d'impôts différés	35 683		35 683	28 208
Autres créances	1 627 211	61 121	1 566 090	911 750
Capital souscrit, appelé et non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	83 380		83 380	83 260
Actions propres				
Disponibilités	18 418 184		18 418 184	16 723 773
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	80 694		80 694	69 958
Ecart d'arrondi actif				10
Actif circulant	21 096 351	112 838	20 983 513	18 583 169
TOTAL ACTIF	90 717 406	44 979 273	45 738 133	44 899 774

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 266 806	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	560 240	547 745
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	11 387 080	10 756 471
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	1 148 025	1 784 093
RESULTAT GROUPE	1 722 265	880 495
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres	32 848 520	31 999 714
Intérêts hors groupe	1 263 684	1 183 960
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	153 558	127 124
Intérêts minoritaires	1 417 242	1 311 084
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	66 679	85 470
Provisions pour charges	304 493	291 656
Provisions pour passif d'impôt différé	1 412 093	1 366 451
Provisions pour risques et charges	1 783 265	1 743 577
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 035 909	3 799 024
Concours bancaires courants	39 985	15 325
Emprunts en crédit bail		
Emprunts et dettes financières divers	131 685	2 098 366
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	312 956	371 942
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 527 831	1 601 140
Dettes fiscales et sociales	2 076 350	1 426 430
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 293	
Autres dettes	554 408	525 425
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 686	7 744
Ecart arrondi passif	3	3
Passif circulant	9 689 106	9 845 399
TOTAL PASSIF	45 738 133	44 899 774

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises France	527 615	482 565
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	20 785 900	18 788 496
Production vendue de services Export		
Chiffre d'affaires net	21 313 515	19 271 061
Production stockée		
Production immobilisée	38 507	37 777
Subventions d'exploitation	91 061	45 911
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	22 336	41 788
Autres produits	1 889	428
Autres produits d'exploitation	153 793	125 904
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	99 714	83 722
Variation de stock de marchandises	-130	
Achats de matières premières et autres appro.	1 279 674	1 158 056
Variation de stock matières premières et approvisionnements	4 242	-6 356
Autres achats et charges externes	7 437 224	6 848 249
Impôts, taxes et versements assimilés	795 180	842 321
Salaires et traitements	4 217 778	3 986 871
Charges sociales	1 315 940	1 245 137
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 287 040	2 325 424
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	145	1 691
Dotations aux provisions pour risques et charges	25 389	78 003
Autres charges	1 046 709	943 266
Charges d'exploitation	18 508 905	17 506 384
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 958 403	1 890 581

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	14 256	62 627
Reprises sur provisions et transferts de charges		34 775
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion		
Produits financiers	14 256	97 402
Dotations financières aux amortissements et provisions	11 370	60 123
Intérêts et charges assimilées	69 267	66 053
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Ecart de conversion		8
Charges financières	80 637	126 184
RESULTAT FINANCIER	-66 381	-28 782
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	2 892 022	1 861 799
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 200	
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	2 746	13 285
Reprises sur provisions et transferts de charges	28 486	36 404
Produits exceptionnels	32 432	49 689
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 242	28 274
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 210	187 068
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		30 331
Charges exceptionnelles	26 452	245 673
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5 980	-195 984
Impôts dus sur les bénéfices	888 899	519 926
Impôts différés sur les bénéfices	38 170	43 160
Impôts sur les bénéfices	927 069	563 086
Résultat des sociétés intégrées	1 970 933	1 102 729
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	95 110	95 110
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	1 875 823	1 007 619
RESULTAT GROUPE	1 722 265	880 495
RESULTAT HORS GROUPE	153 558	127 124
Résultat par action	1,77459	0,90725
Résultat dilué par action	1,77459	0,90725
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	1,87259	1,00525

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2017	%	31/12/2016	%	Variation	%
Ventes marchandises	527 615	2,47	482 565	2,50	45 050	9,34
- Coût d'achat des marchandises vendues	99 584	0,47	83 722	0,43	15 862	18,95
Marge commerciale	428 031	2,00	398 843	2,07	29 188	7,32
Production vendue	20 785 900	97,35	18 788 496	97,31	1 997 404	10,63
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	38 507	0,18	37 777	0,20	730	1,93
Production de l'exercice	20 824 407	97,53	18 826 273	97,50	1 998 134	10,61
- Achats de matières premières et approvisionnements	1 279 674	5,99	1 158 056	6,00	121 618	10,50
- Variation de stock	4 242	0,02	-6 356	-0,03	10 598	-166,74
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	19 540 491	91,52	17 674 573	91,54	1 865 918	10,56
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	21 352 022	100,00	19 308 838	100,00	2 043 184	10,58
MARGE BRUTE GLOBALE	19 968 522	93,52	18 073 416	93,60	1 895 106	10,49
- Autres achats et charges externes	7 437 224	34,83	6 848 249	35,47	588 975	8,60
Valeur ajoutée	12 531 298	58,69	11 225 167	58,13	1 306 131	11,64
+ Subventions d'exploitation	91 061	0,43	45 911	0,24	45 150	98,34
- Impôts, taxes et versements assimilés	795 180	3,72	842 321	4,36	-47 141	-5,60
- Charges de personnel	5 533 718	25,92	5 232 008	27,10	301 710	5,77
Excédent brut d'exploitation	6 293 461	29,47	5 196 749	26,91	1 096 712	21,10
+ Reprises sur charges calculées, transferts	22 336	0,10	41 788	0,22	-19 452	-46,55
+ Autres produits	1 889	0,01	428	0,00	1 461	341,36
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 312 574	10,83	2 405 118	12,46	-92 544	-3,85
- Autres charges	1 046 709	4,90	943 266	4,89	103 443	10,97
Résultat d'exploitation	2 958 403	13,86	1 890 581	9,79	1 067 822	56,48
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
+ Produits financiers	14 256	0,07	97 402	0,50	-83 146	-85,36
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
- Charges financières	80 637	0,38	126 184	0,65	-45 547	-36,10
Résultat couant avant impôt	2 892 022	13,54	1 861 799	9,64	1 030 223	55,33
Produits exceptionnels	32 432	0,15	49 689	0,26	-17 257	-34,73
- Charges exceptionnelles	26 452	0,12	245 673	1,27	-219 221	-89,23
Résultat exceptionnel	5 980	0,03	-195 984	-1,01	201 964	-103,05
- Impôts dus sur les bénéfices	888 899	4,16	519 926	2,69	368 973	70,97
- Impôt sur les bénéfices	38 170	0,18	43 160	0,22	-4 990	-11,56
Résultat sociétés intégrées	1 970 933	9,23	1 102 729	5,71	868 204	78,73
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisiteur	95 110	0,45	95 110	0,49		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	1 875 823	8,79	1 007 619	5,22	868 204	86,16
RESULTAT GROUPE	1 722 265	8,07	880 495	4,56	841 770	95,60
RESULTAT HORS GROUPE	153 558	0,72	127 124	0,66	26 434	20,79
Produits des cessions des éléments d'actifs						
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	18 210		172 955		-154 745	-89,47
Plus ou moins values sur cessions	-18 210		-172 955		154 745	-89,47

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net consolidé	1 875 823	1 007 619
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	2 387 566	2 548 730
Variation des impôts différés	38 170	43 160
Plus-values de cession, nettes d'impôt	18 210	172 955
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 319 769	3 772 464
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	-151 790	74 016
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 167 979	3 846 480
Acquisition d'immobilisations	-847 450	-2 472 220
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		
Incidence des variations de périmètres (3)	3 000	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-844 450	-2 472 220
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-873 462	-873 462
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-50 400	-100 800
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	3 000 024	1 879 154
Remboursements d'emprunts	-3 729 820	-1 728 519
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 653 658	-823 627
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	1 669 871	550 633
Trésorerie d'ouverture	16 791 708	16 241 075
Trésorerie de clôture	18 461 579	16 791 708

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Détail par grandes rubriques :

- Variation stocks	4 205	-6 355
- Variation créances d'exploitation	-702 543	552 025
- Variation dettes d'exploitation	546 548	-471 654
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-151 790	74 016

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

- Augmentation de capital HOFIDEV	10 000	
- Souscription augmentation de capital HOFIDEV par HOTELIM	-7 000	
- Incidence des variations de périmètres	3 000	

ANNEXE

Sommaire annexe

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D’EVALUATION	10
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	10
B. MODALITES DE CONSOLIDATION.....	10
1. <i>Périmètre de consolidation</i>	10
2. <i>Retraitement de consolidation</i>	10
3. <i>Opérations réciproques</i>	10
4. <i>Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées</i>	10
5. <i>Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02</i>	10
6. <i>Traitement des écarts d’acquisition</i>	11
C. METHODES ET REGLES D’EVALUATION	11
1. <i>Changements comptables</i>	11
2. <i>Immobilisations incorporelles</i>	11
3. <i>Immobilisations corporelles</i>	11
4. <i>Immobilisations financières</i>	12
5. <i>Provisions pour risques et charges</i>	12
6. <i>Stocks</i>	12
7. <i>Créances et dettes</i>	12
8. <i>Valeurs mobilières de placement</i>	12
9. <i>Impôts différés</i>	12
10. <i>Engagements vis-à-vis du personnel</i>	13
11. <i>Régime d’intégration fiscale</i>	13
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	14
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM	14
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION	15
C. ENGAGEMENTS HORS BILAN	15
1. <i>Engagements donnés</i>	15
2. <i>Engagements reçus</i>	16
D. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS	16
3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES	16
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D’INTERETS	16
1. <i>Entrée dans le périmètre de consolidation</i>	16
2. <i>Sortie du périmètre de consolidation</i>	16
3. <i>Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation</i>	16
4. <i>Modification du pourcentage d’intérêts sans changement de méthode de consolidation</i>	16
5. <i>Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture</i>	16
6. <i>Autres informations sur le périmètre de consolidation</i>	16
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	16

4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS	17
A. POSTES DU BILAN CONSOLIDE	17
1. <i>Actif immobilisé</i>	17
2. <i>Autres postes d'actif</i>	18
3. <i>Tableau de variation des capitaux propres consolidés</i>	19
4. <i>Autres postes de passif</i>	19
B. POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	21
1. <i>Charges de personnel et effectif</i>	21
2. <i>Charges relatives aux frais de recherche et de développement</i>	21
3. <i>Charges et produits d'exploitation</i>	22
4. <i>Charges et produits financiers</i>	22
5. <i>Charges et produits exceptionnels</i>	22
5. AUTRES INFORMATIONS	23
A. INFORMATION SECTORIELLE	23
B. AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	23
1. <i>Évènements postérieurs à la clôture</i>	23
2. <i>Tableaux des flux de trésorerie</i>	23
3. <i>Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants</i>	23
4. <i>Honoraires Commissaires aux Comptes</i>	23

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2017, sont établis en conformité avec le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, et de l'Arrêté du 22 juin 1999 portant son homologation.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 décembre 2017, comme au 31 décembre 2016, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 99-02.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	1 116 499	673 653	442 846	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	651 310	449 845	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	1 622 259	948 666	673 593	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	250 268	173 649	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC ReInice						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	618 215	332 894
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	2 523 897	1 739 933	9 400 590	9 067 696	332 894

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2017, la valeur du portefeuille est de 83 380 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et

leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Seule la société Hofidev dispose d'un déficit fiscal au 31 décembre 2017. Ce dernier, dont le montant s'élève à 980 €, a fait l'objet d'un actif d'impôt différé de 327 €.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 33.33% a été retenu pour les exercices clos le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017. Il a été maintenu à ce niveau malgré la baisse à 28% du taux d'impôt sur les sociétés dans la limite de 75 000 € en 2017 et 500 000 € en 2018. En effet les résultats fiscaux des entités, ou des groupes d'entités, consolidées sont supérieurs à ces plafonds.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 4%, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2017, l'engagement net s'élève à 203 K€ contre 194 K€ au 31 décembre 2016.

Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 1.30 %
- Taux de progression annuelle des salaires : 3% pour les cadres, 2% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 67 ans
- Taux de charges sociales : 42%
- Table de mortalité : TV 88/90

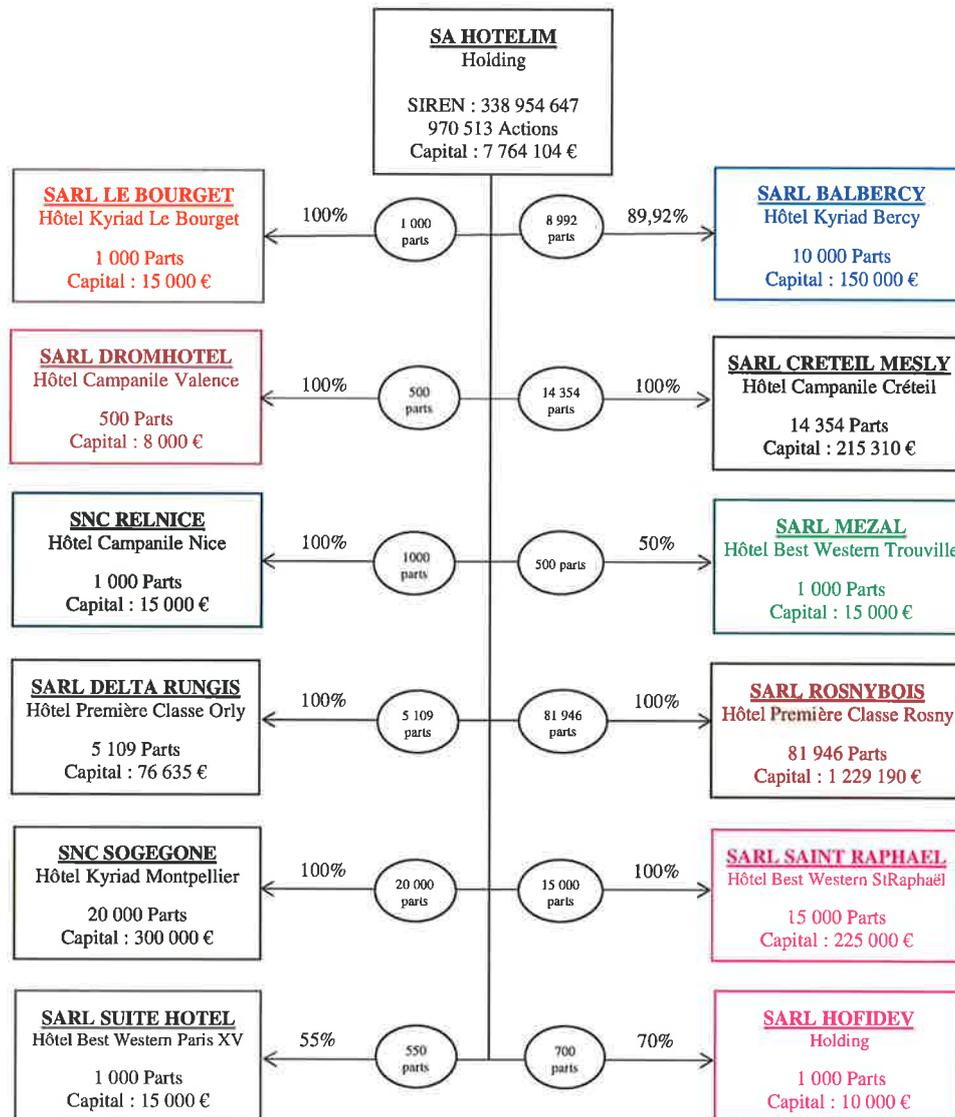
11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A. Organisation du Groupe HOTELIM



B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	89.92%	0.00%	89.92%	89.92%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70.00%	0.00%	70.00%	70.00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50.00%	0.00%	50.00%	50.00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Rosnybois	344 529 318 00026	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Suite Hotel	419 564 232 00025	55.00%	0.00%	55.00%	55.00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

C. Engagements hors bilan
1. Engagements donnés

La SA Hotelim et ses filiales ont donné les garanties suivantes aux établissements financiers ayant accordé des prêts :

NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

Emprunteur	Fonds nanti	Bénéficiaire	Prêt garanti (Montant initial)	Reste dû au 31/12/2017	Échéance
SA Hotelim	HOTELIM	CAISSE EPARGNE	750 000	26 257	févr.-18
SNC Relnice	NICE	CAISSE EPARGNE	800 000	28 008	févr.-18
SARL Rosnybois	ROSNYS SOUS BOIS	CREDIT AGRICOLE	100 000	25 859	mars-19
SARL Delta Rungis	RUNGIS	CREDIT AGRICOLE	700 000	181 012	avr.-19
SARL Delta Rungis	RUNGIS	CREDIT AGRICOLE	605 000	276 366	mars-20
SARL Balbercy	BERCY	CREDIT AGRICOLE	900 000	411 122	avr.-20
SARL Créteil Mesly	CRETEIL	CREDIT AGRICOLE	260 000	118 769	avr.-20
SARL Le Bourget	LE BOURGET	CREDIT AGRICOLE	900 000	411 122	avr.-20
SARL Mezal	TROUVILLE	ARKEA	300 000	161 958	sept.-20
SARL Rosnybois	ROSNYS SOUS BOIS	ARKEA	470 000	253 734	sept.-20
SARL Suite hotel	PARIS XV	ARKEA	800 000	431 887	sept.-20
TOTAL			6 585 000	2 326 094	

BAIL À CONSTRUCTION

Deux hôtels sont exploités dans le cadre d'un bail à construction. Les baux arrivent respectivement à échéance le 1^{er} janvier 2035 pour l'établissement de Saint Raphaël, et le 22 juin 2063 pour l'hôtel de Bercy.

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

D. Autres faits significatifs

Néant

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. Entrée dans le périmètre de consolidation

La société Hofidev a été créée le 31 mars 2017. Son capital social, dont le montant s'élève à 10 000 €, est détenu à 70% par la société Hotelim c'est pourquoi, cette société est consolidée par intégration globale.

2. Sortie du périmètre de consolidation

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation

Aucune modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation n'est intervenue.

5. Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

6. Autres informations sur le périmètre de consolidation

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthode au cours de l'exercice 2017.

4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

A. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

1. Actif immobilisé

a. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Clôture
Ecarts d'acquisition	9 400 590				9 400 590
Ecarts d'acquisition	9 400 590				9 400 590
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	412 818	5 025	1 960		415 883
Fonds commercial	6 527 380				6 527 380
Autres immobilisations incorporelles	110 743				110 743
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
Immobilisations incorporelles	7 050 941	5 025	1 960		7 054 006

b. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131				2 150 131
Constructions	39 848 202	343 273	257 537	90 555	40 024 493
Installations techniques, matériel, outillage	5 240 404	194 865	78 888	4 098	5 360 479
Autres immobilisations corporelles	4 070 647	175 750	50 965	46 903	4 242 335
Immobilisations en cours	170 255	119 132		(141 555)	147 832
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	51 479 639	833 020	387 390	1	51 925 270

c. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Clôture
Titres de participations	503 681	23			503 704
Actifs nets en cours de cession					
Participations par mises en équivalence					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	93 228	287			93 515
Créances rattachées à des participations	632 582	11 388			643 970
Immobilisations financières	1 229 491	11 698			1 241 189

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

d. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecart d'acquisition	8 972 586	95 110		9 067 696
Ecart d'acquisition	8 972 586	95 110		9 067 696
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	367 083	7 392	1 960	372 515
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	103 121			103 121
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	470 204	7 392	1 960	475 636
Terrains	13 787			13 787
Constructions	26 016 148	1 561 995	241 126	27 337 017
Installations techniques, matériel, outillage	3 684 033	377 364	77 110	3 984 287
Autres immobilisations corporelles	2 557 634	340 288	50 945	2 846 977
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	32 271 602	2 279 647	369 181	34 182 068
TOTAL	41 714 392	2 382 149	371 141	43 725 400

2. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2017	Valeur nette au 31/12/2016
Matières premières, approvisionnements	149 300			149 300	153 825
Marchandises	19 775			19 775	19 455
Avances et acomptes servis sur commande					
Stocks et en cours	169 075			169 075	173 280
Créances clients et comptes rattachés	682 124	71 196	19 479	630 407	592 930
Actifs d'impôts différés	35 683			35 683	28 208
Autres créances	1 627 211	61 121		1 566 090	911 750
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	2 345 018	132 317	19 479	2 232 180	1 532 888
Valeurs mobilières de placement	83 380			83 380	83 260
Actions propres					
Disponibilités	18 418 184			18 418 184	16 723 773
Divers	18 501 564			18 501 564	16 807 033
Charges constatées d'avance	80 694			80 694	69 958
Ecart d'arrondis actifs					10
Comptes de régularisation	80 694			80 694	69 968
TOTAL	21 096 351	132 317	19 479	20 983 513	18 583 169

3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
a. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2015	7 764 104	10 266 806	2 074 705	9 384 730	2 502 333	31 992 678
Affectation résultat en réserves			257 133	1 371 738	(1 628 871)	
Distribution dividendes					(873 462)	(873 462)
Résultat 2016					880 495	880 495
Autres variations						
Au 31 décembre 2016	7 764 104	10 266 806	2 331 838	10 756 471	880 495	31 999 714
Affectation résultat en réserves			(623 576)	630 609	(7 033)	
Distribution dividendes					(873 462)	(873 462)
Résultat 2017					1 722 265	1 722 265
Autres variations			3			
Au 31 décembre 2017	7 764 104	10 266 806	1 708 265	11 387 080	1 722 265	32 848 520

b. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2015	1 015 352	269 406	1 284 758
Affectation résultat en réserves	168 606	(168 606)	
Distribution dividendes		(100 800)	(100 800)
Résultat 2016		127 124	127 124
Autres variations			
Au 31 décembre 2016	1 183 960	127 124	1 311 084
Affectation résultat en réserves	76 724	(76 724)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2017		153 558	153 558
Autres variations	3 000		3 000
Au 31 décembre 2017	1 263 684	153 558	1 417 242

4. Autres postes de passif
a. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	85 470		18 791	66 679
Provisions pour charges	291 656	25 389	12 552	304 493
Provisions pour risques et charges	377 126	25 389	31 343	371 172
Provisions sur titres de participation	498 451			498 451
Provisions sur créances rattachées	631 213	11 371		642 584
Provisions sur immobilisations financières	1 129 664	11 371		1 141 035
Provisions sur comptes clients	71 051	145	19 479	51 717
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	132 172	145	19 479	112 838
TOTAL	1 638 962	36 905	50 822	1 625 045

b. Impôt sur les résultats

Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2017		31/12/2016	
Résultat avant impôt		2 802 892		1 570 705
Taux normal d'impôt en France		33,33%		33,33%
Impôt théorique	33,33%	934 297	33,33%	523 568
Impôt réel	33,08%	927 069	35,85%	563 086
Ecart net		(7 228)		39 518

Elements de rapprochement	IS 31/12/2017		IS 31/12/2016	
Amortissement des écarts d'acquisition		31 703		31 703
Amortissement des écarts d'évaluation		28 240		28 240
Différences permanentes (TVTS, amendes, CICE...)		-63 345		-47 453
Résultats taxés au taux réduit		-11 319		
Provision sur créances sociétés non consolidées				12 041
Quote part imposable sur dividendes		7 493		14 987
Montant rapproché		(7 228)		39 518

c. Impôts différés par société

Société	31/12/2017	31/12/2016
SA Hotelim	22 139	18 242
SARL Hofidev	327	
SARL Mezal	3 551	1 422
SARL Suite Hotel	9 666	8 544
Actifs d'impôts différés	35 683	28 208
SARL Balbercy	244 211	221 461
SARL Le Bourget	213 508	200 484
SARL Créteil Mesly	95 479	106 497
SARL Dromhotel	64 722	62 679
SARL Mezal		
SNC Relnice	99 229	92 234
SARL Rosnybois	143 758	140 223
SARL Delta Rungis	231 039	248 081
SARL Saint Raphaël	194 834	179 424
SNC Sogegone	125 313	115 368
Passifs d'impôts différés	1 412 093	1 366 451

d. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. de l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hôtel Paris - Créteil	186 892		68 123	118 769	52 424	66 345	
Hôtel Paris - Orly	725 774		263 621	462 153	271 241	190 912	
Hôtel Paris - Le Bourget	601 472		190 350	411 122	181 457	229 665	
Hôtel Paris - Rosny	398 889		119 103	279 786	115 152	164 634	
Hôtel Paris Bercy	590 607		179 485	411 122	181 467	229 655	
Hôtel Paris XV	591 121		158 966	432 155	160 811	271 344	
Hôtel Montpellier	79 415		30 271	49 144	30 882	18 262	
Hôtel Nice	194 125		166 108	28 017	28 017		
Hôtel Trouville	221 670		59 612	162 058	59 676	102 382	
Hotelim (siège)	209 059	3 000 000	527 476	2 681 583	445 119	2 162 320	74 144
TOTAL	3 799 024	3 000 000	1 763 115	5 035 909	1 526 246	3 435 519	74 144

B. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 5 534 K€ contre 5 232 K€ en 2016.

L'effectif moyen au 31 décembre 2017 est composé de 135 personnes, contre 119 au 31 décembre 2016 et 125 au 31 décembre 2015, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2017	Effectif moyen 2016	Effectif moyen 2015
SA Hotelim	3	3	3
SARL Balbercy	26	21	25
SARL Delta Rungis	5	5	5
SARL Rosnybois	7	5	6
SARL Le Bourget	8	8	8
SARL Créteil Mesly	8	8	7
SARL Saint Raphaël	29	25	25
SARL Sogegone	10	8	9
SARL Suite Hotel	9	10	10
SNC Relnice	8	8	8
SARL Dromhotel	9	7	8
SARL Mezal	13	11	11
TOTAL	135	119	125

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a généré un produit de 232 K€ en 2017 contre 193 K€ en 2015.

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2017 s'établit à 21 314 K€ contre 19 271 K€ en 2016 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2017	31/12/2016	Variation		31/12/2015	Variation	
Ventes de marchandises	528	483	45	9,3%	517	(35)	-6,7%
Prestations de services	20 786	18 788	1 997	10,6%	21 463	(2 674)	-12,5%
CHIFFRE D'AFFAIRES	21 314	19 271	2 042	10,6%	21 980	(2 709)	-12,3%

Il a été perçu des subventions d'exploitation pour un montant de 91 K€.

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 81 K€ et d'autre part des produits d'un montant de 14 K€.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 6 K€ pour l'exercice 2017.

5. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. Évènements postérieurs à la clôture

L'activité de la société Hofidev n'a réellement débuté qu'en 2018, avec des investissements réalisés sur le 1^{er} trimestre.

2. Tableaux des flux de trésorerie

Il est présenté selon le modèle proposé par le Règlement 99-02 issu des dispositions de l'avis n°30 de l'OEC.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

3. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

4. Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 78 000 € pour l'exercice 2017.